



## Délibérations du Conseil Communautaire du 10 décembre 2024

L'an deux mille vingt-quatre le dix décembre à vingt heures, le Conseil Communautaire de la Communauté de communes Coteaux et Vallées des Luys, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à Beyries - Salle Polyvalente, sous la présidence de Christine FOURNADET, Présidente.

**Date de la convocation** : mardi 03 décembre 2024

**Présents** : Christine FOURNADET (CASTELNAU-CHALOSSE), Thierry LABORDE (DONZACQ), Fabienne LASSALLE (ARGELOS), Maurice DULAYET (BASTENNES), Florence BERGEZ (AMOU), Alain GARBAY (POMAREZ), Pascal CASSIAU (POMAREZ), Jean-Pierre CAZENAVE (BASSERCLES), Robert CRABOS (CASTAIGNOS-SOUSLENS), Patrick DESSA (CASTAIGNOS-SOUSLENS), Jérémy DOMARLE (CASTEL-SARRAZIN), Bernard DUGACHARD (MARPAIS), Maryse DUPRAT (POMAREZ), Odile ELOY TRAN VAN CHUOI (AMOU), Roland GODDE (NASSIET), Hervé GUICHENEUY (ARSAGUE), Jean-Yves HAURAT (ARSAGUE), Martine HILLOTTE (BEYRIES), Patrick HOURTIN (CASTELNAU-CHALOSSE), Karine LAPOS (NASSIET), Didier LARROUTURE (BONNEGARDE), Alain LUBET (AMOU), Philippe NOVEMBRE (CASTEL-SARRAZIN), Karen RICARRERE (AMOU), Dominique TOULOUSE (BRASSEPOUY)

**Absents** : Jean-Pierre DUFOURCQ (AMOU), Sandrine GAILLACQ (GAUJACQ), Joëlle LAGOUARDETTE (POMAREZ), Jean ROHFRIETSCH (GAUJACQ)

**Procurations** : Gérard GRAZIANI (DONZACQ) a donné pouvoir à Thierry LABORDE, Ludovic NOUGARO (POMAREZ) a donné pouvoir à Pascal CASSIAU

**Représentés** :

Nombre de membres afférents	31
Nombre de membres en exercice	31
Présents	25
Pouvoirs	2
Votants	27

### N° DEL20241210-001 PEJ : Contrat d'apprentissage

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code du travail,

VU la Loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;

VU la Loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels ;

VU la Loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie,

VU la Loi n°92-675 du 17 juillet 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail,

VU le Décret n°2019-32 du 18 janvier 2019 relatif aux compétences professionnelles exigées des maîtres d'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial

VU le Décret n°2018-1347 du 28 décembre 2018 relatif à la rémunération des apprentis

VU le Décret n° 2018-1340 du 28 décembre 2018 portant sur l'expérimentation relative à la réalisation de la visite d'information et de prévention des apprentis par un professionnel de santé de la médecine de ville

VU le Décret n°2016-456 du 12 avril 2016 abrogeant le décret n°92-1258 du 30 novembre 1992 portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage et à la formation professionnelle et plus particulièrement le chapitre II concernant l'expérimentation de l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial

VU le Décret n°2017-199 du 16 février 2017 relatif à l'exécution du contrat d'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial,

VU l'avis donné par le Comité Technique en date du .

**Après échanges de vues et délibérations, le Conseil Communautaire, décide,**

**Article 1** – DE RECOURIR au contrat d'apprentissage à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025

**Article 2** – DE RECOURRIR à ce type de contrat d'une durée d'un an au Service Enfance Jeunesse

Envoyé en préfecture le 11/12/2024

Reçu en préfecture le 11/12/2024

Publié le

ID : 040-244000881-20241210-DEL20241210\_001-DE



pour un alternant préparant au BPJEPS.

**Article 3 :** AUTORISE Madame la Présidente à signer tout document relatif à ce dispositif et notamment les contrats d'apprentissages ainsi que les conventions conclues avec les Centres de Formation.

**Vote :** Adopté à l'unanimité des suffrages exprimés

*« La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication, son affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat dans le département. »*